

Service national universel: la jeunesse va être consultée

Paris, 26 juin 2018 (AFP) -

Le gouvernement va annoncer mercredi le lancement d'une large consultation à l'automne pour définir les modalités du service national universel (SNU), un projet controversé cher à Emmanuel Macron.

"A priori on s'oriente vers, a minima, une période d'un mois autour de l'âge de 16 ans", a déclaré mardi sur RTL le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, en précisant que les "grandes orientations" du projet seraient "annoncées demain (mercredi, ndlr) en Conseil des ministres".

"Il y aura une consultation qui s'ouvrira à partir de l'automne pour voir avec les organisations de jeunesse, les jeunes eux-mêmes, comment on peut construire les choses qui soient à la fois le moyen de recréer ce creuset républicain, ce moment autour de la nation", a ajouté M. Griveaux.

Cette consultation, à la fois numérique et dans les territoires, s'adressera aussi aux parents d'élèves, aux syndicats de lycéens et d'enseignants et aux collectivités territoriales. Elle portera sur "la durée, le contenu et les conditions concrètes de mise en oeuvre" du SNU, explique-t-on de source gouvernementale.

L'Élysée s'est inspiré des conclusions du groupe de travail mandaté par ses soins pour plancher sur le SNU. Parmi les principales suggestions du rapport rendu fin avril figurait un service d'un mois obligatoire entre 15 et 18 ans, dont deux semaines d'internat pendant les vacances scolaires. Le budget annuel de cette phase est estimé à 1,6 milliard d'euros "en rythme de croisière", hors investissements en infrastructure (1,7 milliard sur sept ans).

- Prudence -

Le groupe de travail, présidé par le général Daniel Ménaouine, recommandait d'organiser au préalable une consultation de la jeunesse, afin de déminer les risques d'opposition à ce projet "s'il était mal compris ou mal conçu". Un conseil de prudence que le gouvernement a décidé de suivre.

Le dossier du SNU est hautement sensible. A l'origine, le candidat Macron avait promis en mars 2017 de rétablir un "service militaire universel" obligatoire et d'un mois. En février, le chef de l'État s'est finalement prononcé en faveur d'un service "obligatoire" d'une durée totale de "trois à six mois", en le recentrant sur un engagement plus civique, alors que les armées, très mobilisées sur le front des opérations, redoutaient d'être fortement mises à contribution.

Mais le projet continue de susciter méfiance et perplexité en raison de son coût potentiel, du casse-tête posé par l'hébergement et l'encadrement de centaines de milliers de jeunes par an ou encore de son caractère obligatoire.

Les principales organisations lycéennes, étudiantes et de jeunesse ont fustigé début juin dans une tribune les "incohérences" et le caractère "contraignant" de ce projet, ainsi que sa logique "démagogique".

Sur le papier, l'exécutif prévoit de déployer une phase pilote du dispositif à partir de mi-2019, avant de l'étendre progressivement à 700.000 jeunes d'ici plusieurs années, comme le suggère le rapport du groupe de travail. Mais "tous les ministères impliqués (Éducation, Armées, Intérieur, ndlr) craignent de ne pas être prêts dès l'an prochain" pour mettre en place le SNU, explique-t-on de source proche du dossier.

Sans compter les incertitudes générées par la consultation sur le point d'être lancée par le gouvernement. "Le projet de SNU est fortement conditionné par les résultats de la consultation nationale. Si elle fait émerger une opposition fondamentale, notamment sur la question du caractère obligatoire du dispositif, on n'a pas de plan B", fait remarquer cette source.

dab-ggy/mm/jri/mm

RTL GROUP

Afp le 26 juin 18 à 13 49.